



**Pour le retrait du projet de réforme des retraites
Contre tous les reculs sociaux
Pour les salaires, l'emploi, les services publics
Toutes et tous en grève dès le 5 décembre 2019 !**

Partout en France, les luttes en cours contestent les choix politiques du gouvernement, des directions d'entreprises et du patronat. Augmentations salariales, amélioration des conditions de travail, diminution du temps de travail, maintien et développement de l'emploi, défense des services publics, égalité femmes/hommes, reconquête de l'industrie et de notre protection sociale constituent les principales revendications.

Le gouvernement mène une politique au service exclusif des riches et de la finance. Sa politique vise la remise en cause des conquêtes sociales et des solidarités. Il met en opposition travailleurs/travailleuses et privé-e-s d'emploi, actifs/actives et retraité-e-s, ouvriers/ouvrières ou employé-e-s et cadres, salarié-e-s du public et du privé, celles et ceux qui sont aujourd'hui dans le monde du travail et celles et ceux qui y seront demain... dans un contexte de montée des idées de racisme, de discriminations et d'exclusion qu'il alimente sciemment.

Sa politique en matière d'éducation génère un niveau de grande précarité étudiante sans précédent, amenant à des situations de pauvreté et de désespoir parmi les jeunes, jusqu'au geste dramatique du jeune étudiant lyonnais qui s'est immolé devant le CROUS de sa ville.

Garantir un véritable emploi dès l'entrée dans la vie active jusqu'à l'âge de la retraite, éliminer la précarité, augmenter les salaires, le Smic, les minima sociaux, assurer l'égalité tant dans l'emploi que dans les rémunérations entre les femmes et les hommes, réexaminer les aides publiques et allègements de cotisations aux entreprises... c'est là qu'est l'urgence

Les unions départementales CGT, FO, FSU, Solidaires d'Ille-et-Vilaine appellent l'ensemble des travailleurs/travailleuses, des privé-e-s d'emplois, des retraité-e-s et la jeunesse à se mobiliser par la grève à compter du 5 décembre.

Elles appellent les salarié-e-s à se réunir en assemblées générales dès le 5 et le 6 décembre sur leurs lieux de travail, pour décider, partout où les conditions seront réunies, la reconduction de la grève.

et non dans la remise en cause du système de retraite et de ses régimes.

Par son projet de réforme de retraites en un régime universel à points, inspiré et applaudi par le MEDEF, le gouvernement Macron-Philippe prépare le recul généralisé des droits des retraité-e-s et futurs retraité-e-s et, par là même, de leurs conditions de vie.

Il s'agit de baisser le niveau des pensions de l'immense majorité des salarié-e-s, jusqu'à -30%, en supprimant les différents régimes, en modifiant le mode de calcul des retraites (sur toute la carrière au lieu des meilleures années ou des derniers mois) et en liant la valeur du point à la volonté politique. Les annonces récentes d'une éventuelle application de la réforme aux seules générations n'étant pas encore en activité sont tout autant inacceptables. Elles sont à l'opposé de nos principes de solidarité entre les générations et ne préservent en aucun cas le niveau des pensions des salarié-e-s et retraité-e-s actuel-le-s.

Le projet Delevoye est la plus grave attaque que le monde du travail n'ait jamais connue en France contre son système de retraite solidaire mis en place par le conseil national de la résistance. Il appelle de la part de toutes et tous une riposte à la hauteur de l'attaque, **pour faire retirer ce projet mortifère** et imposer la prise en compte de nos revendications d'un système de retraite basé sur la solidarité intergénérationnelle, à 60 ans et 75% de taux de remplacement, en maintenant et améliorant les régimes actuels, en prenant en compte la pénibilité et les années d'étude, et en augmentant l'ensemble des pensions.

**RENNES : 10h30 espl. Charles de Gaulle
FOUGÈRES : 17h30 pl. A. Briand - REDON : 14h sous-préfecture
SAINT-MALO : 10h30 espl. Saint-Vincent - VITRÉ : 17h pl. de la Gare**